

---

Quatrième session, trentième Législature

---

---

Fourth Session, Thirtieth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

## Projet de loi n° 22

## Bill No. 22

Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré

An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec

---

Première lecture

---

---

First reading

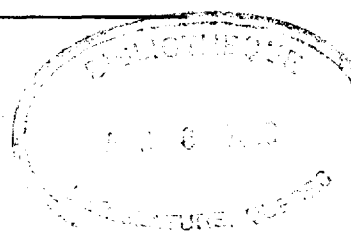
---

M. ST-PIERRE

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976



## Projet de loi n<sup>o</sup> 22

Loi modifiant la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

[[1. L'article 1 de la Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré (1968, chapitre 77), remplacé par l'article 1 du chapitre 74 des lois de 1974, est de nouveau remplacé par le suivant:

« 1. Le capital-actions autorisé de Sidbec, corporation constituée par lettres patentes délivrées le 18 novembre 1964 en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, ci-après appelée « la compagnie », est de six cent quatorze millions de dollars. Il est divisé en trente millions sept cent mille actions ordinaires d'une valeur nominale de dix dollars chacune et en trente millions sept cent mille actions à dividende différé d'une valeur nominale de dix dollars chacune. »]]

[[2. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 3, du suivant:

« 3a. Dix millions sept cent mille actions à dividende différé additionnelles sont attribuées à Sa Majesté du chef de la Province au prix de dix dollars l'action. »]]

[[3. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 4, du suivant:

## Bill No. 22

An Act to amend the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

[[1. Section 1 of the Act respecting the establishment of an integrated steel complex by Sidbec (1968, chapter 77), replaced by section 1 of chapter 74 of the statutes of 1974, is again replaced by the following:

“1. The authorized capital stock of Sidbec, a corporation incorporated under Part I of the Québec Companies Act by letters patent issued on 18 November 1964, hereinafter called “the company”, shall be six hundred and fourteen million dollars. It is divided into thirty million seven hundred thousand common shares of a par value of ten dollars each and thirty million seven hundred thousand deferred-dividend shares of a par value of ten dollars each.”]]

[[2. The said act is amended by inserting, after section 3, the following:

“3a. Ten million seven hundred thousand deferred-dividend shares shall be allotted to Her Majesty in right of the Province of ten dollars per share.”]]

[[3. The said act is amended by inserting, after section 4, the following:

#### NOTES EXPLICATIVES

Ce projet augmente la contribution financière du gouvernement à Sidbec de \$107,000,000 au moyen de l'achat d'actions à dividende différé, à raison de \$27,000,000 pendant les trois années financières du gouvernement se terminant les 31 mars 1977 à 1979 et de \$26,000,000 pour celle se terminant le 31 mars 1980.

Il élargit le pouvoir du gouvernement de garantir les emprunts de Sidbec en supprimant la limite de \$120,000,000, lui permet d'autoriser le ministre des finances à avancer à la compagnie, pour un terme n'excédant pas deux ans dans chaque cas, les montants jugés nécessaires pour la poursuite de ses opérations ou l'exécution de ses obligations et lui permet de garantir le paiement des sommes d'argent payables par la compagnie par suite de l'inexécution de ses obligations en vertu d'un ou de plusieurs contrats visant à l'acquisition, la construction, l'exploitation et le financement d'un complexe industriel d'exploitation minière dans la région de Fire Lake, Lac Jeannine, Gagnon et Port Cartier.

#### EXPLANATORY NOTES

This bill increases the government's financial contribution to Sidbec by \$107,000,000, by the purchase of deferred-dividend shares; the company will be paid \$27,000,000 during each of the three fiscal years of the government ending on 31 March 1977 to 1979 and \$26,000,000 for the fiscal year ending on 31 March 1980.

It extends the government's power to guarantee the loans of Sidbec by suppressing the limit of \$120,000,000, enables it to authorize the Minister of Finance to lend to the company, for a term not exceeding two years in each case, the amounts considered necessary to continue its operations or to perform its obligations, and enables it to guarantee the payment of the sums of money payable by the company as a result of the non-performance of its obligations under one or more contracts regarding the acquisition, construction, operation and financing of a mining industrial complex in the area of Fire Lake, Lac Jeannine, Gagnon and Port Cartier.

« **4a.** En paiement du prix pour les actions attribuées en vertu de l'article 3a, le ministre des finances paie à Sidbec, sur le fonds consolidé du revenu, les sommes suivantes: vingt-sept millions de dollars par année pendant les trois années financières du gouvernement se terminant les 31 mars 1977 à 1979 et vingt-six millions de dollars pendant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1980. Chaque versement sera appliqué à l'acquittement complet d'un nombre proportionnel d'actions. »]]

**4.** L'article 5 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots et chiffre « à l'article 3 », par les mots et chiffres « aux articles 3 et 3a ».

**5.** L'article 7 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **7.** À toute assemblée des actionnaires de la compagnie, Sa Majesté, en sa qualité d'actionnaire, est représentée par le ministre désigné à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par toute autre personne que ce ministre désigne par écrit à cette fin; le paragraphe 3 de l'article 100 de la Loi des compagnies ne s'applique pas au ministre ainsi désigné ou à son fondé de pouvoir. »

[[**6.** L'article 9a de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 20 des lois de 1970 et remplacé par l'article 4 du chapitre 74 des lois de 1974, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **9a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine:

a) garantir le paiement en capital et intérêt de tout emprunt contracté par la compagnie;

b) autoriser le ministre des finances à avancer à la compagnie pour un terme n'excédant pas deux ans dans chaque cas, tout montant jugé nécessaire pour la poursuite de ses opérations ou l'exécution de ses obligations;

c) garantir le paiement des sommes d'argent payables par la compagnie par suite

“**4a.** As payment of the price for the shares allotted under section 3a, the Minister of Finance shall pay to Sidbec, out of the consolidated revenue fund, the following sums: twenty-seven million dollars each year during the three fiscal years of the government ending on 31 March 1977 to 1979 and twenty-six million dollars during the government's fiscal year ending on 31 March 1980. Each instalment shall be applied to the payment in full of a proportional number of shares.”]]

**4.** Section 5 of the said act is amended by replacing the word and figure “section 3” in the third and fourth lines by the words and figures “sections 3 and 3a”.

**5.** Section 7 of the said act is replaced by the following:

“**7.** At any meeting of the shareholders of the company, Her Majesty, as a shareholder, shall be represented by the minister designated by the Lieutenant-Governor in Council for such purpose or by any other person appointed by such minister in writing for such purpose; subsection 3 of section 100 of the Companies Act shall not apply to the minister so designated or to his proxy.”

[[**6.** Section 9a of the said act, enacted by section 3 of chapter 20 of the statutes of 1970 and replaced by section 4 of chapter 74 of the statutes of 1974, is again replaced by the following:

“**9a.** The Lieutenant-Governor in Council may, upon such conditions as he determines:

(a) guarantee the payment in capital and interest of any borrowing contracted by the company;

(b) authorize the Minister of Finance to lend to the company, for a term not exceeding two years in each case, any amount considered necessary to continue its operations or to perform its obligations;

(c) guarantee the payment of the sums of money payable by the company as a

de l'inexécution de ses obligations en vertu d'un ou de plusieurs contrats visant à l'acquisition, la construction, l'exploitation et le financement d'un complexe industriel d'exploitation minière dans la région de Fire Lake, Lac Jeannine, Gagnon et Port Cartier.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou avances à la compagnie sont prises à même le fonds consolidé du revenu. » ]]

**7.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

result of the non-performance of its obligations under one or more contracts regarding the acquisition, construction, operation and financing of a mining industrial complex in the area of Fire Lake, Lac Jeannine, Gagnon and Port Cartier.

The sums which the government may be called upon to pay to the company under such guarantees or loans shall be taken out of the consolidated revenue fund." ]]

**7.** This act shall come into force on the day of its sanction.